

N°	3	1	5
----	---	---	---

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUTION
INTERDEPARTEMENTALE OISE/SEINE-MARITIME/SOMME
POUR LA GESTION ET LA VALORISATION DE LA
BRESLE**

REÇU
- 3 OCT. 2012
SECRETARIAT GÉNÉRAL
DE L'INSTITUTION

OBJET :	L'an deux mil douze Le jeudi 20 septembre à 9h30, les membres du Conseil d'administration légalement convoqués, se sont réunis à Aumale, sous la présidence de Mme GAOUYER. <i>Ce conseil d'administration fait suite à la réunion du CA annulée du 14 septembre 2012, pour laquelle le quorum n'avait pas été atteint.</i> Etaient présents ce jour : Mme GAOUYER, Mme LUCOT-AVRIL, M. AUBRY, M. DECORDE, M. DESTRUEL, M. PATIN. Absents excusés : Mme HUREL, Mme LE VERN, M. BIGNON, M. DAVERGNE, M. JACOB, M. JUMEL, M. LEFEVRE, M. MAQUET, M. SENEAL.
Animation Natura 2000 - Campagne MAET 2013 partie Picardie	
DATE DE LA CONVOCATION :	- Animation Natura 2000 - Campagne MAET 2013 partie Picardie
18 juillet 2012	
NOMBRE DE DELEGUES :	Compte tenu de la charge de travail du chargé de mission Natura 2000, notamment au vu de la transformation de l'Institution en syndicat mixte et des nombreuses réunions qui vont être organisées, il conviendrait de passer moins de temps sur ce dossier tout en conservant l'animation globale du dossier.
En exercice	15
Présents	6
Votants	6
	Des devis ont été sollicités auprès des Chambres d'agriculture 60 et 80 pour qu'elles se chargent de l'animation Natura 2000 concernant les MAET en 2013. Il est précisé que l'animation Natura 2000 concernant les Contrats est par ailleurs déjà sous-traitée aux Conservatoires d'espaces naturels des deux régions. Le coût de cette sous-traitance sur l'animation MAET pour la campagne 2013, sur la partie Picardie se monte à 11 500€. <i>Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration, à l'unanimité de ses membres présents,</i> <i>- donne son accord pour que soit sous-traitée la partie animation Natura 2000 - MAET campagne 2013 - pour la partie Picardie,</i> <i>- valide le plan de financement annexé à la présente délibération et habilite Mme la Présidente à signer toutes les documents en lien avec cette action (devis, sollicitation financement, ...).</i>

Date de publication et de transmission
au représentant de l'Etat : 01/10/2012
Acte exécutoire le 01/10/2012
la Présidente de l'Institution
Marie-Françoise GAOUYER
3, rue Sœur Badiou - 76390 AUMALE
Tél. : 02 35 17 41 55 - Fax : 02 35 17 41 56
www.epib-bresle.com

INSTITUTION INTER-DEPARTEMENTALE
OISE / SEINE MARITIME / SOMME
GESTION ET VALORISATION DE LA BRESLE
LPIB Bresle
3, rue Sœur Badiou - 76390 AUMALE
Tél. : 02 35 17 41 55 - Fax : 02 35 17 41 56
www.epib-bresle.com

Pour extrait conforme,
la Présidente de l'Institution,
Marie-Françoise GAOUYER

TYPE DE PROJET

Montage d'un projet agroenvironnemental territorialisé

Animation terrain d'un projet agroenvironnemental territorialisé

LOCALISATION DU PROJET

Territoire(s) concerné(s)* :

FR 2121010131613 - Libellé du site Natura 2000 : « VALLEE DE LA BRESLE » _____

____ - Libellé du territoire : _____

____ - Libellé du territoire : _____

*2 lettres correspondant au code région puis 4 caractères correspondant au code territoire

a) Prestation de service

Prestataires	Missions	Montant HT ⁽³⁾ en €	Montant réel supporté en € (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
Chambres d'agricultures 60, 80	Assistance (rédaction CCTP, PAE, notice, ...), suivis, diagnostics écologiques des MAET Natura 2000	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	111 151010,1010
		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
TOTAL		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	111 151010,1010

b) Frais de personnel

Nature / type d'intervenant ⁽¹⁾	Missions	Nombre de jours	Coût/jour en €	Montant ⁽²⁾ en €
CHARGE DE MISSION	ANIMATION ET SUIVI ADMINISTRATIF 5j sur la thématique MAET Natura sur 12 mois (01/01/13 au 31/12/13)	15,01	12617,1714	11 13138,1710
TOTAL				11 13138,1710

c) Frais professionnel

Type de frais	Quantité	Coût unitaire en €	Montant en €
Frais de déplacement (km)	21010	0,1215	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Frais de repas	16	115,1215	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Frais d'hébergement			1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
TOTAL			11411,1510

d) Frais de formation

Nature de la formation	Nature du participant ¹	Organisme de formation	Montant HT ⁽³⁾ en €	Montant réel supporté en € (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
			1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
			1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
TOTAL			1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

e) Autres frais

Nature des frais	Montant HT ⁽³⁾ en €	Montant réel supporté en € (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
Envoi courriers invitations réunions d'information (courrier, photocopies éventuelles, cartes, ...)	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	21010,1010
	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
TOTAL	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	21010,1010

(1) Par exemple : chargé de mission.

(2) Montant prévisionnel pour des salaires : salaire brut + charges patronales, au prorata du temps consacré à l'action

(3) Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC

f) Synthèse montant prévisionnel du projet

Dépenses	Montant HT ³ en €	Montant réel supporté en € (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)
Prestations de service	1 1 5 0 0 , 0 0
Frais professionnel	1 4 1 , 5 0
Frais de formation
Frais de personnel	1 3 3 8 , 7 0
Autres frais	2 0 0 , 0 0
TOTAL PROJET	1 3 1 8 0 , 2 0

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en €
Etat	1 3 1 8 0 , 2 0
Région
Département
Agences de l'eau
Union Européenne (FEADER)
Autre (précisez) _____
Sous-total financements publics	 1 3 1 8 0 , 2 0
Participation du secteur privé (précisez)
Autre (précisez) _____
Sous-total financements privés
Auto - financement
TOTAL général = coût du projet	 1 3 1 8 0 , 2 0
Recettes prévisionnelles générées par le projet ⁽⁴⁾

⁽⁴⁾ pendant la durée de l'opération

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (cocher les cases nécessaires)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides à l'élaboration ou à l'animation liées à la mise en œuvre des mesures agroenvironnementales territorialisées

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- N'avoir pas sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- Etre à jour de mes obligations fiscales,
- Etre à jour de mes obligations sociales,
- Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet avant le dépôt du présent formulaire de demande d'aide,

Le cas échéant :

- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),
- Ne pas récupérer partiellement la TVA, par le biais du FCTVA,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A informer la DRAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis Informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1, l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous	<input checked="" type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, fiches de paie...)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Dans le cas d'un représentant légal, une attestation de pouvoir du signataire	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou postal (ou copie lisible) ⁽¹⁾	Tous	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration en préfecture	Si le demandeur est une association ou un GIP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts ou convention constitutives	Si le demandeur est une association ou un GIP et que la subvention est > 23 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis ou exemplaire des statuts à jour ⁽¹⁾	Si le demandeur est une forme sociétaire ou si le montant total des subventions demandées dépasse 23 000 €	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernière liasse fiscale complète ou derniers bilan et compte de résultats approuvés par l'assemblée et rapport du commissaire au compte si il y en a un	Si le demandeur est une association ET si la subvention est supérieure à 23 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eléments comptables au 31/12/n-1 (Compte administratif 2011)	Tous ET si la subvention est inférieure à 23 000 €	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Si le demandeur est une structure publique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Le cas échéant :		<input type="checkbox"/>		
Attestation de non récupération de la TVA	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation présentant le taux de récupération de la TVA par le biais du FCTVA	Si le demandeur est une collectivité territoriale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DRAF.

- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du service instructeur. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).
- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DRAF après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : ... / ... / Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à AUMALE le 11/06/2012

Signature(s) du demandeur : M. Françoise GAOUYER (Présidente)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au service instructeur.